



HAL
open science

Sortir des violences faites aux femmes : les voix de l'autonomisation des femmes mayas ixil au Guatemala

Coralie Morand

► **To cite this version:**

Coralie Morand. Sortir des violences faites aux femmes : les voix de l'autonomisation des femmes mayas ixil au Guatemala. Rencontres Amérindiennes de Brest, Jean-Marc Serme (UBO), Nov 2018, Brest - Université de Bretagne Occidentale (UBO), France. hal-04463551

HAL Id: hal-04463551

<https://hal.science/hal-04463551>

Submitted on 17 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Sortir des violences faites aux femmes : les voix de l’autonomisation des femmes mayas ixiles au Guatemala

De 1960 à 1996, le Guatemala a connu un conflit armé interne particulièrement sanglant, laissant 250 000 mort.e.s et disparu.e.s et plus d’un million de déplacé.e.s [CEH, 1999], notamment dans la zone ixile, dans les montagnes du nord du Quiché, où les crimes commis au début des années 1980 ont été qualifiés de génocidaires par deux tribunaux en 2013 et 2018¹. Les femmes y ont été la cible d’attaques sexuelles massives et publiques ; 55% des 50 000 cas de violences sexuelles recensés par la Commission pour l’Éclaircissement Historique ont été commis dans ce département [Bard, 2012].

Les violences, notamment structurelles, auxquelles les femmes ixils sont confrontées aujourd’hui font surgir de nouveaux enjeux, les menant ainsi à imaginer de nouvelles formes de résistances en faveur de leur autonomisation, tout en tenant compte des traumatismes du passé et de la nécessaire résilience ; soulevant ainsi la question suivante : face aux défis d’une société post-conflit, selon quelles modalités se construisent les luttes actuelles des femmes ixils ? Nous élaborerons en premier lieu un aperçu des défaillances structurelles auxquelles la région est confrontée à l’heure actuelle, puis nous développerons deux exemples paradigmatiques des modes d’organisation locaux ainsi que des enjeux qu’ils soulèvent à travers l’exemple, d’abord, d’une coopérative de femmes œuvrant en faveur de l’autonomisation économique et pour la transmission de la mémoire historique ; et via l’observation de la Journée Internationale des Droits des Femmes en 2018 à Santa María Nebaj, afin d’illustrer d’autres modalités d’action ainsi que les tensions qui se donnent à voir dans le réseau féministe local.

Les données présentées sont issues d’une enquête ethnographique de terrain menée entre juin 2017 et mai 2018 au travers d’entretiens privilégiés avec des actrices d’organisations sociales de la région, étayés par des recherches bibliographiques, ainsi que lors d’observation participantes où le rôle de l’auteure variait entre bénévolat et simple soutien extérieur.

¹ Le 10 mai 2013, un tribunal national a condamné Efraín Ríos Montt à 80 ans de réclusion pour crimes de génocide et crimes contre l’humanité à l’encontre du peuple maya ixil [CALDH, 2013]. Dix jours plus tard, la Cour Constitutionnelle a annulé la sentence pour vices de procédure, enclenchant ainsi la nomination d’un nouveau tribunal en vue d’un nouveau procès [Agence EFE, *Plaza Pública*, 2013]. Le 1^{er} avril 2018, le décès de l’ancien chef d’État a mis fin aux poursuites à son encontre [Echeverria, 2018]. En septembre 2018, le tribunal jugeant l’ancien chef d’intelligence militaire de Ríos Montt conclue à l’existence du génocide tout en déclarant l’accusé non coupable [Monzón, Oliva, 2018].

Le territoire ixil : une région marquée par des défaillances structurelles

La région ixil regroupe trois « municipales » : Santa María Nebaj, San Juan Cotzal et San Gaspar Chajul, chacun regroupant des villages et hameaux sur lesquels ils ont autorité administrative.

L’Institut National de Statistiques pour la période 2008-2020 estime la population de la région à plus de 206 700 habitants en 2018 ; Santa María Nebaj étant le municipe le plus peuplé avec 106 237 habitants (devant San Gaspar Chajul avec 67 936 habitants et San Juan Cotzal avec 32 587 habitants) [INE]. Trois enquêtes DEL (Développement Économique Local) menées dans la région par USAID entre 2015 et 2016 définissent les caractéristiques de la population locale et permettent de mieux cerner, d’une part, les défaillances structurelles auxquelles les habitant.e.s doivent faire face et, d’autre part, les enjeux du développement communautaire tels que mis en avant par les femmes². Une très forte proportion d’habitants vit en zone rurale : à Santa María Nebaj, seule 19% de la population vit en ville [USAID, 2016c] ; à San Gaspar Chajul et San Juan Cotzal les proportions sont plus élevées avec respectivement 34 [USAID, 2016a] et 32% [USAID, 2016b] de la population en zone urbaine. Une autre particularité de la région est sa forte proportion de population indigène avec 94% des habitants, quasi exclusivement des Maya Ixils [USAID, 2016a, b, c], dont un grand nombre ne parlent pas espagnol [Palacios Aragón, 2017]

Les pyramides des âges établies par l’agence états-unienne montrent que plus d’1/4 de la population a entre 15 et 29 ans [USAIDa, b, c], rendant d’autant plus problématique le manque d’opportunités d’emploi et le difficile accès à l’éducation, causé par plusieurs facteurs :

- Les faibles revenus des foyers, ne permettant pas toujours de financer les études des enfants ;
- L’absence d’école dans certains villages très isolés ;
- Des infrastructures défaillantes (manque de matériel scolaire, absence de fenêtres, etc.) [ASOREMI, CISV, 2018] ;
- Selon certains informateurs, le manque de présence et d’investissement personnel de certains enseignants.

Les opportunités d’emploi, quant à elles, sont limitées ; les principaux pôles de création de ressources sont : l’agriculture (majoritairement vivrière et faisant face à une réduction des terres arables disponibles [Durocher, 2002]), le commerce de proximité (alimentation, pharmacie, prêt-à-porter,

² Les enquêtes d’USAID aboutissent à une estimation de la population de la région plus faible que celle de l’INE avec plus de 106 000 habitants estimés sur l’ensemble de la zone. Un recensement officiel de la population s’est déroulé en 2018, les résultats ne sont pas disponibles à l’heure où cet article est écrit.

souvent de seconde main, et artisanat local essentiellement) et les transports intracommunautaires. La majeure partie des jeunes qui effectuent des études supérieures obtiennent des diplômes d’enseignement bilingue espagnol-ixil, difficilement valorisables en-dehors de la région ; l’autre grande majorité deviennent infirmiers diplômés alors que peu de postes sont disponibles dans ce secteur³.

En effet, l’accès aux soins médicaux est un réel problème dans la région : on ne trouve qu’un hôpital public (à Santa María Nebaj) pour l’ensemble de la zone. Les autres villes et villages se répartissent 24 centres de santé disposant d’un matériel très limité. En tenant compte du nombre d’infirmiers et infirmières présents sur l’ensemble du territoire, la couverture médicale totale s’élève à 6,14 professionnels de santé pour 10 000 habitant.e.s [ASOREMI, CISV, 2018]. Certaines communautés n’ont pas d’infrastructure routière et les temps de trajets peuvent donc être particulièrement longs pour se rendre au centre de soins le plus proche.

Les infrastructures de la vie quotidienne sont également défaillantes. En 2018, 40% des communautés de Santa María Nebaj n’ont pas accès à l’électricité, ce taux montant jusqu’à 69% pour les communautés de San Gaspar Chajul. L’accès à l’eau courante est problématique, y compris en ville. Plusieurs femmes de San Juan Cotzal ont fait part à l’auteure du fait que leur maison ne disposait plus d’eau courante depuis plusieurs années. Leurs demandes répétées auprès de la municipalité n’ont jamais fait l’objet d’une réponse : « Nous avons manifesté devant la mairie pour demander au maire pourquoi il n’y avait pas d’eau dans notre canton. Tout ce qu’il nous répond c’est que l’eau n’a pas assez de puissance pour arriver jusqu’ici, qu’il va s’en occuper mais nous n’avons toujours pas d’eau. (...) Avant il y avait de l’eau mais plus maintenant. (...) Il y avait un autre maire avant et lui il nous donnait de l’eau, mais le maire actuel ne nous soutient pas. »⁴. Or, plusieurs habitant.e.s de San Juan Cotzal ont témoigné, lors d’entretiens informels, d’un rejet du maire vis-à-vis de celles et ceux qui n’ont pas voté pour lui lors des dernières élections. Cette notion de clientélisme, certes récurrente dans le pays, est indispensable pour comprendre les enjeux socio-économiques de la région.

La violence, présente sous des formes variées, est également un facteur de frein au développement et à l’émancipation des femmes ixils. Divers facteurs rentrent en ligne de compte : l’alcool, les gangs, les extorsions, ainsi que les violences sexistes. S’il n’existe pas aujourd’hui de chiffres officiels sur les violences faites aux femmes dans la région, une enquête d’une association locale permet de déceler des tendances [ASOREMI, CISV, janvier 2018a] : en 2014 et 2015, la majeure partie des dénonciations auprès du Ministère Public concernaient les violences faites aux femmes. Parmi les plaintes se trouvent des cas de violence physique et psychologique (majoritairement intrafamiliale), de violence

³ Données issues de l’observation et de divers entretiens formels et informels menées entre 2017 et 2018.

⁴ Extrait d’une discussion collective (deux informatrices, une traductrice et l’auteure) menée en août 2017).

économique (essentiellement des refus de paiement de pension alimentaire) et de violence sexuelle. Notons que peu de plaintes pour agressions sexuelles et viols sont déposées notamment car les installations de la région ne permettent pas de traiter ce type de plaintes, engageant donc un processus long et onéreux⁵. La majorité des victimes ayant déposé plainte entre 2014 et 2015 sont des femmes au foyer, victimes de violences à leur domicile et commises principalement par un conjoint ou un ex-conjoint.

Enfin, une enquête de 2017 [ASOREMI, CISV, 2018b] menée par cette même organisation analyse l’ensemble de ces problèmes structurels comme des causes de l’important flux d’émigration vers les États-Unis que connaît la région ces dernières années. Une organisation locale spécialiste des questions de migration affirme que 10 000 Ixils se trouveraient actuellement aux États-Unis, guidés par un réseau estimé de 300 passeurs de tout type⁶. De plus en plus de femmes tentent de rejoindre le nord du continent malgré les risques encourus au cours du trajet migratoire, notamment les risques de viols aux différentes étapes du trajet.

Cet état des lieux de la région permet de mieux cerner les enjeux auxquels sont confrontées les organisations de femmes ixils qui tentent de trouver des solutions à ces défaillances structurelles afin de permettre le développement et l’ouverture de leurs communautés, ainsi que nous allons le constater par l’exemple d’une coopérative installée à San Juan Cotzal.

Autonomisation économique et transmission de la mémoire : la coopérative Tejidos Cotzal

La coopérative Tejidos Cotzal est composée de 45 à 50 tisserandes de San Juan Cotzal. En-dehors des tisserandes, la coopérative emploie deux couturiers et un coordinateur-designer. Son objectif est d’apporter un revenu digne aux femmes artisanes de la ville en vendant des produits issus des méthodes de tissage artisanal à travers des circuits nationaux et internationaux essentiellement. Doté d’un solide réseau marchand, la coopérative cherche désormais à développer des activités touristiques

⁵ Entretiens avec la Coordinatrice de la Direction Municipale de la Femme de Santa María Nebaj (2018) et la psychologue du Ministère Public de Santa María Nebaj (avril 2018).

⁶ Entretien informel avec un membre de ASAUNIXIL (février 2018).

au niveau local en faisant de la région un pôle d'attraction pour les visiteurs en recherche d'authenticité⁷ et de nature préservée.

En 2010, Clara Duterme s'est penchée sur l'histoire de ce groupe au travers de ses archives. Elle relève que cette coopérative a été créée par les membres allemands et italiens de la paroisse de San Juan Cotzal à la fin des années 1980 afin d'assurer un revenu aux veuves du conflit en vendant leurs tissages sur des marchés européens. Une dizaine d'années plus tard, le groupe a pris de l'ampleur et, des dix tisserandes originelles, compte alors 40 femmes membres. Toutefois, l'Église réduit peu à peu le soutien financier aux victimes du conflit alors que, en parallèle, le prêtre et les nonnes à l'origine du projet sont remplacés par des Guatémaltèques qui se retirent du projet, laissant les femmes créer leur propre structure. À la fin des années 1990, le groupe se scinde :

- Une partie choisit de rester dans les locaux de la paroisse ;
- L'autre groupe décide de travailler de façon indépendante, c'est la naissance de la coopérative Tejidos Cotzal.

Cette scission crée un changement profond dans la politique de l'association qui s'ouvre alors d'autres profils de femmes et la rupture avec le patronage de l'Église pousse les femmes à créer des réseaux avec des acteurs non locaux afin d'explorer de nouveaux marchés. D'après Clara Duterme, des tensions persisteraient à l'heure actuelle entre les deux associations [décembre 2017].

Les témoignages recueillis par l'auteure sur le terrain quant à l'histoire de la coopérative gommant les relations avec l'Église et avec l'autre association, appuyant ainsi la théorie d'un tournant dans la stratégie ; le coordinateur expose en effet l'historique suivant en 2018⁸ : la coopérative a été créée en 1997 par cinq veuves qui souhaitaient trouver des marchés pour vendre leurs tissages. Le nombre de membres a peu à peu grossi et la condition de veuve n'était plus nécessaire pour devenir associée. Le groupe, soutenu par l'arrivée d'un nouveau coordinateur diplômé en tourisme et hôtellerie, fait ensuite le choix de se positionner sur le marché du tourisme en créant des circuits de visite locaux et en s'implantant dans des boutiques de plusieurs grandes villes du pays à fort potentiel marchand. Dans les années 2000, l'engagement bénévole d'un Français spécialiste du commerce équitable permet d'accélérer le développement de la structure par un accès facilité aux marchés internationaux et à certains bailleurs de fonds⁹.

Les écarts entre histoire officielle et histoire officieuse sont frappants. Non seulement l'Église a disparu du récit oral (entraînant une date de création différente) mais, surtout, les femmes sont devenues des

⁷ La limite entre authenticité et folklorisation de l'indianité est parfois ténue, comme le montre Gemma Celigueta dans un article de 2017.

⁸ Résumé d'un entretien mené auprès du coordinateur de la structure, mai 2018.

⁹ Entretiens informels réalisés avec le bénévole en 2017, par Skype et *de visu*.

actrices pleines et entières de la création de la coopérative. Ce discours construit donc un « récit de vie » féminisé, plus en accord avec la politique actuelle de la structure qui vise à mettre en avant la participation active des femmes dans le fonctionnement de la coopérative, stratégie qui se retrouve dans l'ensemble des actions qui sont mises sur pied ainsi que dans les activités discursives à destination de l'extérieur, bien que la réalité soit plus nuancée du fait de l'important pouvoir décisionnel (officiel comme symbolique) du coordinateur.

Les documents promotionnels de la coopérative, rédigés par des volontaires internationaux, mettent en avant le fait qu'elle soit composée de veuves du conflit ; pourtant, le profil des associées aujourd'hui est hétéroclite : les femmes sont âgées de 15 à plus de 60 ans ; les tendances politiques sont diverses et il est interdit d'en parler au sein de la coopérative afin de ne pas créer de conflits. Quant à la religion, la majeure partie d'entre elles sont évangélistes mais, là encore, cela ne crée pas de tensions et les prières préliminaires à toute activité sont dirigées par des catholiques comme par des évangélistes. Le veuvage n'est désormais plus une condition d'accès et l'adhésion à la coopérative se fait sur la base de la nécessité dans laquelle se trouve la famille et sur les qualités de tisserande de la femme concernée.

Quelles sont les modalités d'action de la coopérative ?

Le travail mis en place par ce groupe se structure autour de deux grands axes. D'un côté, l'autonomisation économique des femmes afin qu'elles puissent financer l'alimentation de leur famille et la scolarité de leurs enfants ; de l'autre, la transmission de la mémoire de la culture ixil et de la mémoire des violences du conflit.

Ces deux objectifs se détaillent alors en plusieurs pôles d'activités :

- La vente de produits d'artisanat originaux à partir de pièces tissées de façon traditionnelle ;
- La formation permanente : au tissage, au merchandising, à la structuration associative, etc.
- Le soutien aux femmes au travers de deux organes dédiés pour l'un au règlement d'éventuels problèmes scolaires des enfants (des femmes bilingues accompagnent des mères dont les enfants rencontrent des difficultés à l'école afin de les aider à résoudre le problème, en lien avec l'institution scolaire) ; l'autre organe est quant à lui chargé de s'assurer que l'argent gagné par les femmes leur revienne et ne soit pas capté par l'époux, auquel cas des réunions sont organisées afin de sensibiliser le mari à la répartition des richesses au sein du foyer.

L'axe de transmission des savoirs et expériences se fait quant à lui au travers du tourisme mais selon des modalités variées en fonction de l'âge du public ciblé. Grâce à un partenariat avec un organisme états-unien, la coopérative reçoit, durant les vacances scolaires, des groupes d'étudiants américains pour une durée de 3 à 4 jours au cours desquels ils participent aux travaux des champs et aux travaux

domestiques après avoir visité le centre¹⁰ de la coopérative où le coordinateur leur présente les produits mis en vente et, à travers eux, la cosmogonie présente dans le tissage ixil. La conclusion de leur séjour consiste en une rencontre avec trois fondatrices qui partagent leur parcours de vie selon un schéma chaque fois identique : le travail dans les plantations, l'expérience du conflit armé et l'entrée dans la coopérative. Pour les touristes « adultes » (ou individuels), la coopérative propose un « tour » où le coordinateur guide les visiteurs sur un parcours découverte qui représente un condensé du quotidien des femmes : le point de départ est une présentation du siège de la coopérative et de l'atelier de couture ; ensuite ils sont accompagnés au domicile d'une famille de tisserandes où ils découvrent l'art du tissage et la fabrication des tortillas (opportunité de visiter une maison traditionnelle et de questionner l'héritage à travers l'artisanat, et l'importance culturelle et économique du maïs) ; la troisième étape se fait au domicile d'une des fondatrices pour la préparation du café et des échanges sur son expérience du conflit armé. Enfin, la visite se conclue par une marche jusqu'au centre de la coopérative afin de goûter des spécialités culinaires locales et de visiter le magasin. À chaque étape, le coordinateur est présent pour répondre aux questions des touristes et traduire les réponses qui sont apportées par les femmes. Ces moments sont chargés d'émotion pour les touristes qui découvrent la mémoire des violences subies par les femmes qui les invitent, mais également pour les hôtessees qui co-construisent leurs discours en compagnie des touristes. À chaque nouvelle visite, les questions des prédécesseurs sont réinvesties par les femmes qui réorganisent leurs récits, exposant ainsi une mémoire individuelle en mouvement.

L'histoire du conflit au niveau national leur est majoritairement inconnue, y compris pour le coordinateur. Ce qui est mis en avant n'est donc pas un discours politique de victimisation des civils face à l'armée prédatrice mais bien un vécu personnel qui a construit une trajectoire, et qui les a menées à créer la coopérative. Rares sont les femmes qui questionnent le pourquoi du conflit ; lors des entretiens menés par l'auteure, les violences passées sont parfois éludées au profit d'une discussion sur les violences actuelles et à venir. En parallèle à cela, toutes mettent en avant la nécessité du travail au sein de la coopérative comme un moteur de leur émancipation vis-à-vis d'hommes souvent violents, mettant ainsi en lumière l'aspect indispensable de l'autonomisation économique dans la lutte contre les violences de genre dans la région. Cette autonomisation économique leur a également permis de faire face au veuvage et de construire de nouveaux projets au sortir du conflit, voire d'accéder à l'indépendance économique. Enfin, les échanges avec les touristes et volontaires étrangers permettent de construire des récits de vie à la limite entre individuel et collectif qui donnent

¹⁰ La coopérative est présente sur deux bâtiments distincts : le siège, situé dans le centre-ville et dans lequel se trouve le bureau du coordinateur, l'atelier de couture et les stocks ; le centre, situé quant à lui à l'entrée de la ville, de construction récente et dont la coopérative est propriétaire, vitrine de la structure, où se trouve la boutique ainsi qu'un futur lieu d'accueil pour touristes.

un sens aux violences du conflit en les insérant dans un parcours de vie menant à l’action de groupe de la coopérative.

Les femmes de la coopérative Tejidos Cotzal se positionnent donc dans des modalités d’action centrées sur la transmission, sur le faire lien entre passé et présent, tout en proposant des projets ancrés dans leur avenir individuel et collectif, sans revendication d’une appartenance politique ; répondant ainsi au schéma classique chez les Ixils d’une société en équilibre, où les tensions sont évitées et où la rupture est cause de maladies et de dérèglements structurels.

Ce mode de résistance non activiste n’est pas partagé par toutes les organisations de la région. Au contraire, d’autres s’affirment comme des organisations politisées et militantes par le biais d’un discours émancipateur, ainsi que cela s’est donné à voir lors de l’action collective qui a été menée à Santa María Nebaj le 8 mars dernier, à l’occasion de la Journée internationale de la femme¹¹, et qui représente un condensé de ce que peut être l’activisme féministe ixil.

L’accaparement de l’espace et de la parole publics

Lors d’une discussion informelle, une femme leader politique locale, a expliqué à l’auteure que cette journée « spéciale », la « Journée Internationale des Droits des Femmes »¹², avait été créée par l’ONU mais qu’il fallait se saisir de toute opportunité pour faire avancer la cause des femmes, même lorsque l’initiative émanait d’une instance extérieure. Elle estime qu’il est indispensable de fêter cette journée « à la manière ixil »¹³ pour, d’une part, sensibiliser les habitants à la situation des femmes et pour, d’autre part, transmettre les traditions.

À Santa María Nebaj où elle a été organisée conjointement par la Direction Municipale de la Femme et les organisations de femmes présentes dans le municpe. Plus exactement, la mairie était le principal financeur des activités et les organisations se sont plutôt investies dans l’organisation de la journée et dans les thèmes abordés.

La journée a démarré en deux pôles différents de la ville :

¹¹ La Journée Internationale des Femmes, qui se tient dans de nombreux pays le 8 mars de chaque année sous l’égide de l’ONU, porte des noms différents selon les pays ; le Guatemala a opté pour « Journée internationale de la femme ».

¹² Cette appellation non officielle a été choisie par l’informatrice.

¹³ Extrait d’un entretien informel, mars 2018.

- Sur la place centrale, devant l'église catholique, avec une cérémonie maya menée par trois guides spirituels (deux femmes et un homme). Peu de personnes étaient présentes pour la cérémonie.
- Devant l'hôpital public, point de départ d'un cortège de 300 femmes armées de panneaux et pancartes, qui rejoignait la place centrale où un communiqué des organisations de la société civile allait être lu. La marche a bouché plusieurs axes importants de la ville et elles ont été victimes d'insultes, de crachats et de tentatives d'attaques physiques tout au long du trajet par des hommes vraisemblablement hostiles à cette occupation de l'espace public par les femmes. Leur arrivée, au son des tambours et des sifflets, a attiré un public assez large et majoritairement féminin.

Après la lecture du communiqué et une fois le feu de la cérémonie éteint, les femmes étaient invitées à rejoindre le « Salon municipal » pour la deuxième partie des activités : une table ronde réunissant des responsables politiques et des organisations locales. L'introduction à la table ronde consistait en une série de discours d'un conseiller municipal et de représentants d'ONG.

Quelques semaines avant l'événement, le licenciement d'une infirmière de l'hôpital avait fait grand bruit dans la ville. Cette femme avait dénoncé publiquement le maire pour avoir fait embaucher à l'hôpital des membres de sa famille n'ayant pas les compétences requises. Quelques jours plus tard, elle avait été licenciée pour des manquements à l'hygiène. Ce fait a été longuement repris dans le communiqué des associations et le malaise des membres de la municipalité présentes était flagrant. J'ai appris par la suite qu'elles avaient interdit que le sujet soit abordé, interdiction manifestement non respectée. Si les désaccords profonds entre la politique de la ville et les organisations ne m'étaient pas inconnues, elles m'avaient jusqu'alors étaient partagées sur le ton de la confiance. Cette transgression m'a d'autant plus surprise que ce genre de situation d'affrontement est mal vu, et souvent mal vécu, dans la culture ixil où les désaccords sont tus au profit du maintien de l'équilibre des relations interpersonnelles.

L'activité au Salon municipal (au sein de la mairie) a également été le théâtre de ces tensions. Elle était gérée par la municipalité qui avait réparti les rôles de chacun et s'occupait de l'animation. Toutefois, une des principales leaders des mouvements des femmes de la ville s'est emparée du micro entre chaque intervention pour rappeler le scandale de l'hôpital. Chacune de ses prises de parole se concluait par un appel à des applaudissements chaleureux pour accueillir la Conseillère en charge des Femmes, responsable d'introduire les intervenants. On assistait donc là à une prise de pouvoir de la société civile sur le pouvoir officiel. Dénoncer le maire, au sein même de la mairie, et en s'appropriant des temps de

parole officiels n'a rien d'anodin dans une société où corruption et violence sont présents au quotidien, ceci sans revenir sur l'aspect culturellement transgressif d'un tel comportement.

Au-delà de ces tensions liées à un événement particulier, de réels désaccords quant au statut de la femme ixil se sont fait jour dans les différents discours prononcés ce jour-là.

Du côté des organisations de la société civile, les discours étaient axés sur les luttes contre les violences et sur la demande de justice. Le discours d'ouverture, fait par la présidente d'un groupement d'associations, annonçait ainsi : « Ce jour est un jour où les femmes se sont levées, elles ont réclamé leurs droits pour qu'il n'y ait plus de discrimination envers les femmes. Nous sommes en lutte ! ». Dans ce même discours, « Nous disons 'Oui ! Justice !'. Nous voulons que nos droits soient respectés, non seulement nous les femmes, mais aussi pour les filles, les garçons et aussi les hommes parce que nous avons tous des droits parce que nous sommes tous des êtres humains. ». Cette inclusion des hommes dans les activités discursives est une constante dans le féminisme ixil. Il s'agit une nouvelle fois d'une référence à la nécessité de l'équilibre. Dans la conception du monde maya ixil, toute chose a son complément féminin ou masculin. La société doit donc également tenir compte de ces deux éléments. Les militantes ne conçoivent pas le développement de leur société sans une équité de droit. Elles font d'ailleurs souvent référence au rôle de chacun dans la société et le foyer : les femmes en charge des enfants et de la maison, les hommes en charge de l'agriculture. Toutefois, elles refusent que leur place dans l'espace public soit niée et que leur rôle dans la société et au foyer ne soient pas pris en compte par les hommes. De là découle cet appel à la justice car les violences subies par les femmes dans leur quotidien rompent l'équilibre. Or, comme nous l'avons déjà vu en première partie, ces violences sont fréquentes.

Les membres du Conseil Municipal ont quant à eux insisté sur la place de la femme dans l'espace domestique, allant ainsi dans le sens des politiques publiques menées par la ville en faveur des femmes et qui consistent souvent en des dotations de matériel permettant d'améliorer l'habitat ou en des projets de commerce local. La Conseillère en charge des femmes met certes en avant le développement de la participation des femmes dans les activités publiques ces dernières années, mais cet axe n'occupe qu'une phrase dans un discours de 6 minutes. Le reste de son discours est axé sur les femmes travailleuses : « Chacune d'entre nous ici est une travailleuse, la maison c'est du travail, préparer la nourriture c'est du travail, le ménage c'est du travail ; alors sincères félicitations à vous femmes travailleuses. ». Un Conseiller Municipal a ensuite pris la parole, et a tenu un discours ouvert qui en a étonné certains. Il a incriminé les mères qui font des préférences entre leurs enfants : « les fils ne lavent pas le linge, ne cuisinent pas, ce ne sont que les filles qui font ce travail. Nous avons tous des droits, nous avons tous des obligations. Un fils doit connaître ses droits mais aussi ses obligations, ses

devoirs ; c’est comme cela que nous aurons une société saine, une société prospère. ». De la bouche d’un homme, un tel discours est particulièrement original bien que certaines auditrices estiment qu’il s’agit d’un discours de campagne préparant les élections municipales qui se tiendront l’année prochaine.

On voit ressortir dans ces extraits de profondes différences de stratégie entre la société civile et le pouvoir officiel : quand les unes demandent à ce que cessent les violences et à ce que la justice soit effective, d’autres envisagent le développement de la société par des progrès dans le rôle traditionnel des femmes. Si l’objectif final est le même, c’est-à-dire l’amélioration des conditions de vie des femmes ixils, ces divergences de moyens sont profondément incomprises et sont des freins à la mise en place de projets pérennes et inclusifs.

Conclusion

Nous avons donc dressé un rapide panorama des modalités de résistance des femmes ixils pour lutter pour leur autonomisation. Dans un contexte où l’ensemble des infrastructures quotidiennes sont défaillantes, les problèmes de violence et de migration sont de véritables obstacles au développement intégral de la société. Les réponses qui sont apportées à ces enjeux sont diverses et complémentaires. Ainsi, l’exemple des femmes de la coopérative Tejidos Cotzal, voulue apolitique, nous a permis d’aborder l’autonomisation économique et la transmission de la mémoire historique comme des voies vers l’émancipation et la réconciliation. À Santa María Nebaj, nous avons été les témoins des tensions qui se donnent à voir autour de ces questions. Entre société civile et pouvoirs publics, les désaccords sont grands et créent des situations de défiance mutuelle peu propices à l’émancipation réelle des femmes.

Pour conclure, je souhaite revenir sur la crise politique que traverse le pays depuis plusieurs semaines et ses effets sur les femmes ixils. Après avoir été mis en cause dans des affaires de fraude et de détournements de fonds, le président Jimmy Morales a entravé le travail de la justice, allant jusqu’à exclure du pays les membres d’une organisation onusienne en charge de la lutte contre la corruption. Des manifestations ont eu lieu dans de nombreuses villes du pays, obtenant pour réponse une remilitarisation des territoires concernés. La région ixil n’a pas été épargnée. La présence de militaires est encore souvent traumatisante pour les habitants car elle fait ressurgir de façon brutale les souvenirs du conflit, tout comme elle décomplexe les pro-militaires encore nombreux dans la région. Les militantes en faveur des droits des femmes ont haussé le ton et dénoncé la présence des militaires, tout comme les défenseurs des droits. En un mois et demi, trois militants, dont deux femmes, ont été assassinés à Santa María Nebaj : l’une était militante pour la nationalisation de l’énergie électrique (sujet épineux s’il en est dans le pays) ; l’autre était sage-femme traditionnelle et militante de longue

date dans une organisation de lutte contre les violences faites aux femmes ; le jeune homme était quant à lui investi dans la reconnaissance des crimes du passé. Ceci a eu pour effet d'instiller à nouveau la peur dans la région et les femmes ne sortent désormais plus dans la rue après la tombée de la nuit. À l'approche des élections, de nouveaux débordements sont à craindre et les voies de l'émancipation des femmes ixils semblent se restreindre, décomplexant ainsi les actes de violences à leur rencontre.